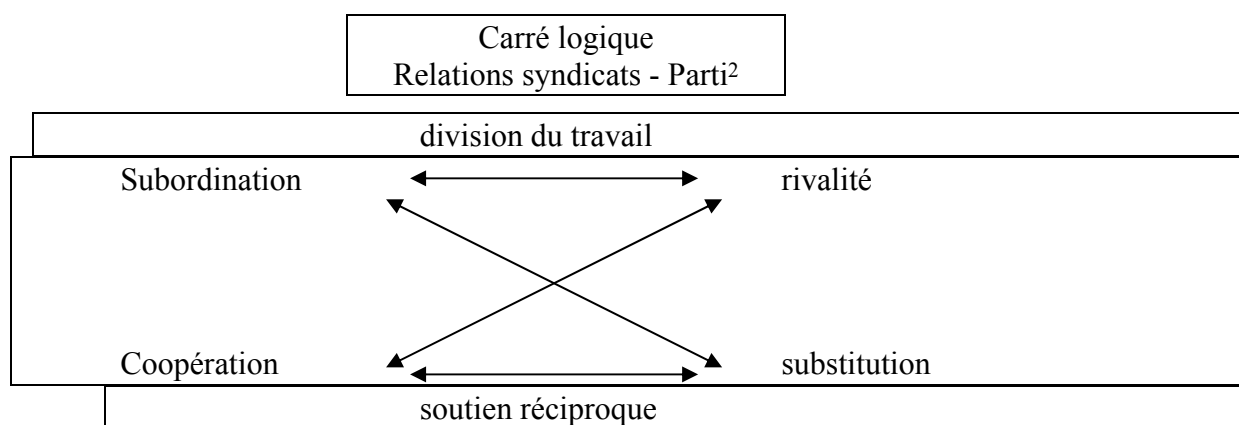


National-socialisme, Front National et syndicalisme de transformation sociale¹

Par René Mouriaux, directeur de recherches honoraire en sciences politiques, CEVIPOF.

En fonction de ses missions propres, le syndicalisme de défense et de transformation sociale mène trois combats, économique pour l'amélioration de la situation du salariat et son émancipation, politique pour la suppression de la domination et l'établissement d'une démocratie d'intervention directe, idéologique pour la libre pensée. Au nom du principe de spécialité, le libéralisme essaye de cantonner le syndicalisme dans l'économique mais comment ne pas reconnaître qu'il est impossible d'assurer l'exercice du droit syndical sans l'existence d'un régime politique démocratique (le politique, *polity*), sans des interventions sur les politiques publiques (logement, santé, éducation, transports, fiscalité, une politique – *public policy*) et sans évaluation du gouvernement (la politique, *politics*) ?

Si on considère le carré logique constitué par les contraires « subordination/rivalité », « coopération/substitution », avec leurs intermédiaires « division du travail » et « appui réciproque », par les contradictoires « subordination/substitution », « rivalité/coopération », on perçoit que l'indépendance syndicale la plus claire se trouve au pôle de la coopération.



¹ Intervention à une journée d'étude de l'UL-CGT de Bobigny, le 8 juin 2011.

² Subordination - directe
 °Primauté du syndicat. Travaillisme
 °Primauté du parti : léninisme
 - indirecte
 °Apolitisme
 Division du travail - modèle social-démocrate
 Rivalité : FO, syndicat anti-PCF
 Substitution – pansyndicalisme
 Soutien réciproque - gompersisme
 Coopération - égalité et convergence

Pratiqué à la française, c'est-à-dire avec des aménagements parfois travaillistes dans la fonction publique, le modèle léniniste a suscité un rejet après l'échec du programme commun et l'affrontement autour du recentrage. Quand Henri Krasucki, au CCN de 1992, a récusé la posture de « communistes en mission à la CGT », il ouvre la voie à une révision stratégique. La Confédération distend ses liens avec le PCF en déclin. Toujours attelée à la double besogne de défense quotidienne et de préparation de la transformation sociale³, elle ne peut évacuer le rapport à la politique, notamment face au danger FN. En 1997-1998, elle organise une campagne « pour la fraternité », afin de contrer les idées racistes anti-immigrés. Des réserves se font sentir : est-ce bien le rôle d'un syndicat ? En 2002, le choc du 21 avril conduit la Confédération à organiser un grand 1^{er} mai anti-Le Pen et appeler à voter Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle. Enfin en avril 2011, amplifiant une réplique de l'Intersyndicale à la tentative de noyautage frontiste des organisations syndicales, la CGT rédige un argumentaire sur « le Front National ou l'imposture sociale »⁴.

Le Front National est-il un parti comme les autres ? Pour mieux répondre à la question, il convient de revenir sur ce que fut en Allemagne le national-socialisme auquel de nombreux frontistes se réfèrent explicitement ou en jouant sur les mots, comme le fait Emmanuel Leroy, une des plumes de Marine Le Pen⁵ : « Notre particularité, c'est la logique de la troisième voie, celle qui réussit la synthèse entre le national et le social. »

Après l'examen de ce que fut le national-socialisme allemand, nous envisagerons la nature du FN « en marinade », pour terminer sur la réplique syndicale au danger frontiste.

I. Repères sur le nazisme.

Forgé en 1796 par Antoine Destutt de Tracy, le néologisme « idéologie » désigne d'abord la science des idées, puis à partir de 1842 la doctrine d'un parti politique ou d'un gouvernement. Karl Marx et Friedrich Engels dans *l'Idéologie Allemande* (1845) donnent un tour nouveau à l'analyse des représentations collectives en pointant à la fois leur nature de reflet et leur caractère pour partie illusoire. À mesure que les sociétés se sécularisent, les visions du monde « Weltenschaugen » chères à Wilhelm Dilthey se déploient. De la littérature considérable consacrée au sujet, il semble pertinent de retirer trois idées-forces : une idéologie se constitue sur une base sociale déterminée, elle affirme son contenu en opposition à ses rivales, elle devient un phénomène de masse lorsque la conjoncture économique et politique entre en résonance avec ses thèses.

Pour traiter du nazisme, terme apparu en 1933⁶, nous examinerons d'abord ses sources et ses causes, puis quatre grands traits de son idéologie, enfin les étapes de sa domination.

a) Sources et causes

De manière simplifiée mais non erronée, il est acceptable d'évoquer sept sources principales au nazisme hitlérien. L'idéalisme de Johan Gottlieb Herder, de J.G. Fichte, Ernst Moritz Arndt porte un nationalisme affirmé. Les Anti-Lumières et Anti-Révolution française à l'instar de Charles Louis von Haller privilégient la tradition et la restauration de l'autorité.

³ La lexie que l'on trouve chez Marx a de nos jours deux acceptions, l'une envisageant le dépassement du capitalisme et l'autre, selon une formule critique de Jean-Christophe le Digou se proposant des « changements à la marge » (*l'Humanité*, 23 juin 2011).

⁴ *Le Peuple*, n° 170, 26 avril 2011, pp. 18-27.

⁵ Cité in MESTRE (Abel), MONNOT (Caroline). « Les penseurs de Marine Le Pen ». *Le Monde*. 28 mai 2011.

⁶ Selon Jean Dubois, « extrême-droite » apparaît en 1830 et connaît un regain en 1870-1871. « Fascisme » apparaît en 1921.

Comme l'a remarquablement établi Albert Béguin dans son livre *Le Romantisme allemand* (1937), la poésie de Novalis, mystique, amoureuse de la nuit, du secret, alimente l'irrationalisme et le culte de la mythologie. Dans le théâtre, le courant *Sturm und Drang*, dont le titre est emprunté à une pièce de Klinger (*Orage et passion*) nettement ambivalent, est tiré avec Georg Büchner du côté du pessimisme de Schopenhauer et de Nietzsche.

Dans les années 1840, beaucoup d'Allemands souffrent de leur impuissance politique, de leur faiblesse économique, ainsi que l'a analysé Karl Marx. Un anti-sémitisme apparaît alors, représenté par Richard Wagner auteur de *Das Judentum der Musik* (1849). Son gendre, Houston Stewart Chamberlain publiera en 1899 *Les Fondements du XIXe siècle* qui proclame la supériorité de la race allemande. Il avait été devancé par Théodor Fritsch dont le *Manuel de la Question Juive* (1887) aura connu une quarantaine d'éditions sous le Troisième Reich. La réalisation de l'unité allemande par Bismarck en 1871 s'accompagne d'un travail idéologique réalisé par de nombreux historiens dont le plus célèbre est Léopold von Ranke. Friedrich Ratzel édite en 1897 sa *Géographie politique* qui avance la thèse du besoin pour l'Allemagne de son espace vital. Le nationalisme allemand devient pangermanisme. Heinrich Class crée l'Altdeutscher Verband, la ligue pangermaniste.

Le courant *völkisch* (« peupliste ») apparu dès les guerres napoléoniennes, trouve une seconde vigueur chez les déçus de la « petite Allemagne bismarckienne ». Son porte-parole est alors le raciste Paul de Lagarde. Enfin, après 1919, surgit une jeune droite appelée ultérieurement « révolution conservatrice » avec comme chefs de file Oswald Spengler, Ernst Jünger.

A toutes ces sources Hitler puise - il baise la main de Chamberlain lorsqu'il le rencontre - comme les théoriciens du national-socialisme, Heinrich Himmler, Alfred Rosenberg. L'agglutinement de ces diverses traditions a été rendu possible par l'aversion de l'aristocratie allemande pour la République de Weimar, la rancoeur des soldats de 1914-1918 devant la défaite, l'humiliation ressentie sous l'effet du Traité de Versailles, enfin la crise économique survenue en 1929.

b) Quatre grands traits

Comme tout phénomène historique, le nazisme hitlérien a été étudié par l'histoire-science selon des grilles différentes, libéralisme antitotalitaire, positivisme, psychanalyse, marxisme, ainsi que Pierre Ayçoberry l'a remarquablement montré⁷. Le révisionnisme n'appartient pas à une problématique scientifique, il relève de l'idéologie fasciste et l'illustre. De manière dialectique, il convient, nous semble-t-il, de reconnaître à la fois le caractère spécifique du nazisme allemand et son appartenance à un processus pour le moins européen de réponse économique-politique à la crise du capitalisme liée aux conséquences du premier conflit mondial, la croissance autonome des partis fascistes et leur instrumentalisation par les intérêts capitalistes bientôt dépassés par leur jeu d'apprentis sorciers.

Pour répondre à la question « qu'est-ce que le nazisme ? », nous considérerons successivement ses rapports avec la raison, avec la société, avec le peuple, avec le capital⁸.

⁷ AYÇOBERRY (Pierre). *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme. 1922-1975*. Paris, Seuil collection Histoire, 1979, 317 p.

⁸ Nous définissons un régime fasciste par quatre traits. L'existence d'une doctrine officielle. Un pouvoir dictatorial réprimant par la violence les oppositions. Une volonté régressive d'imposer à la nation une unité pure de tout mélange. Une gestion étatique de l'économie capitaliste sur un mode corporatiste. Sachant qu'il y a des proto-fascismes et des processus de fascisation, le concept de fascisme recouvre des expériences singulières. Le national-socialisme est un cas extrême, notamment dans l'irrationalisme et le racisme.

Le premier point se résume dans une formule elliptique : un irrationalisme propagandaire. Des techniques de conditionnement psychologique, de diffusion des messages idéologiques très sophistiquées sont mises au service d'un délire intellectuel non seulement abject mais absurde. Le nazisme proclame la primauté de la force, de l'instinct, de la race, du sang. Et par toutes ses fibres, il entre en contradiction avec la raison. Il s'en prend violemment, par la parole et par l'acte, au rationalisme sous toutes ses formes, classiques ou marxistes. Au raisonnement cohérent, il oppose le slogan, au concept le symbole, à l'histoire le mythe. Georges Politzer a précisément démonté l'obscurantisme nazi en étudiant l'oeuvre d'Alfred Rosenberg dans des écrits clandestins⁹. Il est dommage que la qualité de l'analyse soit affaiblie par l'exaltation du « grand Staline ». Scorie de l'époque, à comprendre, à reconnaître, qui ne saurait conduire à oublier l'apport de Politzer dans la connaissance et la critique du nazisme.

La haine du national-socialisme contre la pensée se traduit dès le 10 mai 1933 par l'autodafé des livres composés par des auteurs déclarés « non allemands » dans les villes universitaires. Dès l'automne 1940, une première liste d'ouvrages proscrits en France, la liste Otto, du prénom de l'ambassadeur allemand Otto Abetz, est promulguée et sera plusieurs fois allongée. Un millier de titres est ainsi mis au pilon.

La formation et la promotion de « l'homme inculte », selon une formule de Georges Politzer sont assurées par un appareil attrayant et sophistiqué de propagande. Dans *Mein Kampf*, Hitler insiste sur l'importance de la propagande, sur la nécessité de s'appropriier le savoir-faire marxiste. Georges Politzer souligne justement la différence entre la mobilisation en faveur d'un rationalisme universaliste et émancipateur et l'embrigadement national-socialiste qui repose sur la répétition et l'appel aux passions.

Il convient d'insister sur la pauvreté de l'irrationalisme hitlérien et son impact sur l'opinion. La propagande nazie a réussi à accréditer l'idée d'un véritable enrichissement des nouveaux détenteurs de la Volkswagen (la voiture du peuple) alors que cette dernière ne sortira qu'après-guerre¹⁰. De même, l'opinion a admis le mythe du Blitzkrieg, de la « guerre éclair » en 1940 alors que les études les plus attentives établissent que l'armée allemande était loin de détenir l'excellence et de n'avoir remporté que des succès¹¹.

L'irrationalisme propagandaire se place au service d'un holisme régressif et répressif. Le terme de holisme revient au biologiste sud-africain J. C. Smuts (emprunt attesté en 1939) qui désigne en anthropologie, par opposition à individualisme, la suprématie de la société globale sur ses membres. Nous préférons ce vocable à totalitarisme qui provient du fascisme italien et est passé dans les sciences sociales pour dire la similitude entre les fascismes et le stalinisme. Qu'il y ait des traits communs entre les deux phénomènes ne se discute pas. Mais les ressemblances ne fondent pas une identité. D'un côté, il s'agit de la perversion d'une pensée et d'un mouvement émancipateur¹², de l'autre d'un particularisme irrationnel et rétrograde¹³.

⁹ POLITZER (Georges). *Écrits I. La philosophie et les mythes*. Paris, Éditions sociales, 1973, pp. 283-389.

¹⁰ D'ALMEIDA (Fabrice). *Images et propagande*. Firenze, Casterman-Gonti, 2e ed. 1998, pp. 64-66.

¹¹ HEMINGER (Laurent). « Le Blitzkrieg de 1940, du mythe à la réalité ». *Les Cahiers de la mémoire*. Avril 2010, n° 204 :7-10.

¹² Entre autres SÈVE (Lucien). *Penser avec Marx aujourd'hui*. t. 1. *Marx et nous*. Paris, la Dispute, 2009, pp. 152-154.

¹³ Excellente critique du concept in KERSHAW (Ian). *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*. Paris, Gallimard, coll. Folio, 2^e éd., 1997, pp. 58-77.

Le couplage fascisme-nazisme permet d'éviter le débat de fond sur le marxisme¹⁴. La différence apparaît clairement avec la remarque que des marxistes antistaliniens ont existé alors qu'il n'y a pas d'hitlériens antifascistes. La dénazification signifie le retour au capitalisme libéral. La déstalinisation envisageait la reprise de la démarche révolutionnaire marxienne.

Le national-socialisme, reprenant une formule völkisch proclame : « Ein Reich, ein Volk, ein Führer ». « Un État, un Peuple, un Chef ». Un mois après sa nomination comme chancelier du Reich, Adolf Hitler provoque l'incendie du Reichstag pour éliminer les communistes. Le coup de force ne rencontre pas de résistance. Les actes dictatoriaux se succèdent.

Pleins pouvoirs (23 mars 1933). Dissolution des syndicats (2 mai 1933). Dissolution du SPD (22 juin 1933). Abolition de la souveraineté des Länder (30 janvier 1934). Exécution des chefs SA lors de la Nuit des longs couteaux (30 juin 1934). Fusion de la Présidence et de la Chancellerie (2 août 1934). Obligation de l'adhésion aux Jeunes hitlériens (1^{er} décembre 1936). Le Chancelier commandant suprême de la Wehrmacht (4 février 1938). Le processus de la centralisation du pouvoir, d'uniformisation des mentalités s'opère avec une rapidité et une intensité remarquables. L'autorité du chef n'a d'autre fondement qu'elle-même et si le Troisième Reich se glorifie des techniques modernes qu'il met en oeuvre, cette modernité s'incline devant l'archaïsme du pouvoir¹⁵. Le holisme hitlérien est tout autant régressif que répressif et il n'est pas difficile d'établir qu'il est d'autant plus répressif qu'il est régressif. Et l'irrationnel conduit au nihilisme, à l'autodestruction du système.

Le troisième trait du nazisme réside dans son pangermanisme éradicateur. Le national-socialisme se propose de constituer la grande Allemagne en annexant l'Autriche, les Sudètes. Les troupes allemandes envahissent la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Belgique, la France, et grâce à ces conquêtes, l'hitlérisme entend constituer une Europe au service du III^e Reich.

Dans son processus d'unification du peuple allemand, de la race aryenne qui le constitue, l'élimination des impurs s'impose. Le nationalisme hitlérien porte un antisémitisme forcené. L'historiographie a établi que la solution finale a été conçue non par le Führer mais par le système qu'il avait mis en place. Pangermanisme radical et génocide sont indissociables.

Enfin, le national-socialisme mérite d'être défini comme un capitalisme corporatiste et prédateur. Hitler explique dans *Mein Kampf* que pour mieux combattre le communisme, invention juive, il convient d'en prendre les apparences. D'où la reprise du rouge. Néanmoins, le nazisme n'a de socialiste que le nom. La propagande martèle son opposition au bolchevisme.

Le bloc au pouvoir en Allemagne depuis 1933 comprend trois composantes. L'armée accepte l'entente avec le parti nazi parce qu'elle escompte le réarmement de la nation. Le service militaire est rétabli le 16 mars 1935. La création de 36 divisions est décidée. Le militarisme et l'impérialisme allemand sont stimulés. Le mépris pour les généraux et la multiplication des fronts (France et Grande-Bretagne 1939, URSS 1941, États-Unis fin 1941) provoquent des refus et un coup d'état manqué le 20 juillet 1944.

Le second élément de la triade comprend les différents éléments du noyau nazi, le Nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei (NSDAP), parti de masse créé par le Führer, est

¹⁴ La thématique du totalitarisme, très utilisée pendant la guerre froide, a repris du service pendant l'offensive néolibérale 1968-1981. CRISTOFFERSON (Michel Scott). *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*. Marseille, Agone, 2009, 445 p.

¹⁵ DUMONT (Louis). *Essai sur l'individualisme*, Paris, Seuil, 1983, p.163.

flanqué d'organismes satellites, dominés par l'Allgemeine deutsche Gewerkschaftenbund (ADGB), l'Union générale des syndicats allemands. Les SS, la police, le Service de sûreté forment un sous-ensemble qui aura tendance à s'autonomiser au cours de la dictature.

La troisième fraction du cartel au pouvoir sous l'égide nazie n'est autre que le patronat. Grands propriétaires terriens, milieux d'affaires, grands industriels. Avec des représentants écoutés, financiers et capitalistes ont été associés de bout en bout à la politique économique du III^e Reich. Le plan de quatre ans du 9 septembre 1936 qui inscrit l'agenda productif avec une logique de militarisation et d'étatisme ne déplaît pas. La création des « Reichswerke Hermann Goering », entreprises publiques, le 15 juillet 1937 ne trouble pas davantage le patronat allemand dont les bénéfices progressent vertigineusement. L'élément d'économie mixte¹⁶ qui implique une association formelle de l'ADGB à la marche de l'économie, assurant la paix sociale, est perçu comme un atout, non comme une menace. Jusqu'au bout, le patronat soutiendra Hitler et aucun de ses membres n'a été impliqué dans une quelconque résistance. La politique de réarmement a assuré aux secteurs-clés une prospérité que l'expropriation des juifs et la mise en coupe réglée des pays occupés ont complétée. L'enrichissement sur la base du bellicisme, de l'impérialisme, du racisme aura duré 12 ans. Le 19 mars 1945, Hitler lance l'ordre Néron de détruire toutes les installations industrielles.

c) vingt-cinq ans terribles

L'hitlérisme comporte trois périodes. De 1920 à 1933, pour reprendre le titre d'une pièce de Berthold Brecht, se produit la résistible ascension d'Adolf Hitler. Le petit peintre autrichien, le caporal blessé deux fois, entre en politique et contribue en 1920 à la naissance du NSDAP dont il devient le meilleur orateur puis le dirigeant. Le parti s'étoffe, se militarise. La tentative de putsch en novembre 1923 échoue et paradoxalement, les élections au Reichstag de mai 1924 sont un succès. En prison, Adolf Hitler rédige *Mein Kampf*. Sorti de la citadelle de Landsberg au bout de trois mois de détention, il essuie la défaite des élections législatives de décembre 1924. Il reprend en main le NSDAP. Le scrutin présidentiel de 1925 porte au pouvoir le vieux maréchal Paul von Hindenbourg. Le recul électoral de 1929 est effacé par la crise économique qui éclate après le vendredi noir d'octobre. Lors de l'élection présidentielle de 1932, Hitler est barré au profit d'Hindenbourg. En novembre 1932, le NSDAP recueille 196 sièges, en recul par rapport aux 230 obtenus en juillet.

La seconde phase de l'hitlérisme s'étend de 1933 à 1939. Appelé à la Chancellerie le 3 janvier 1933, le Führer, comme nous l'avons exposé dans la section consacrée au « holisme régressif et répressif » conquiert le pouvoir et l'exerce pour établir la Grande Allemagne.

Après cette séquence du succès apparent, les années 1939-1945 sont emportées par une fuite en avant dans la guerre tous azimuts et dans la solution finale. Le 30 avril 1945, Hitler se suicide et le 7 mai, le troisième Reich capitule sans condition.

L'histoire du troisième Reich mêle inextricablement le hasard et la nécessité, l'intérêt et la passion. Le national-socialisme inspire l'horreur. Et pourtant, il reste encore des hommes nostalgiques de l'hitlérisme.

¹⁶ Selon le vocabulaire de François Georges Dreyfus. DREYFUS (François-Georges). *Le III^e Reich*. Paris, Livre de poche, 1988, p.200.

II. Le FN en marinade

Fondé en octobre 1972 à partir principalement d'Ordre nouveau¹⁷, le FN commence par vivoter. Il élargit son audience en 1978 et appuyé par François Mitterrand qui demande aux chaînes publiques d'accueillir Jean-Marie Le Pen pour diviser la droite, perce en 1984. Le tournant social de 1992 ne permet pas une avancée significative aux élections prud'homales de 1997 (moins de 2 %) : Bruno Mégret crée le Mouvement national républicain (MNR) à l'automne 1998, escomptant le déclin du charisme lepéniste. Or, ce dernier joue à plein le 21 avril 2002. Nicolas Sarkozy reprend les thèmes frontistes en 2007 pour « siphonner » l'électorat protestataire. Le FN, électoralement et financièrement affaibli est secoué par un combat entre Bruno Gollnisch et la fille Marine qui l'emporte en janvier 2011. Devenue présidente, tout en orchestrant les thèmes anti-islamistes, elle affiche des préoccupations sociales et joue la correction républicaine.

a) Des héritages hétéroclites

La pensée française anti-Révolution est fondée par Joseph de Maistre et Louis de Bonald¹⁸. Elle puise aussi à l'étranger, chez Burke au premier chef, Arthur de Gobineau et Clémence Royer¹⁹, prolongeant et amplifiant cette tradition. La défaite de 1871 nourrit un nationalisme revanchard illustré par Georges Boulanger puis Maurice Barrès. L'affaire Dreyfus suscite une réaction monarchiste incarnée par Charles Maurras et l'Action française (1898). Ce parti sera condamné en 1926 par Pie XI et dédouané en 1939 par Pie XII. L'échec du 6 février 1934 est effacé par la « divine surprise » de 1940. Avec Vichy, l'A.F, selon une expression d'Otto Abetz, a eu « un rôle moteur » dans l'aventure de Pétain. À sa fondation, la culture du Front national est directement en prise avec le passé réactionnaire de la Révolution nationale. S'illustrèrent alors dans la collaboration Robert Brasillach²⁰, Lucien Rebatet²¹ et de manière exceptionnellement antisémite, Louis Ferdinand Céline²², toujours lus par les frontistes.

Clémentine envers le patronat et l'administration, l'épuration s'exerça plus fermement envers les intellectuels et les artistes et si, sans conteste, des excès sont à déplorer, le phénomène est sans commune mesure avec la persécution des juifs conduite par Xavier Vallat et les exactions de la Milice. Loin d'être anéantie, l'extrême-droite relève progressivement la tête.

En 1972, le FN comporte encore des vichystes partisans du Maréchal. Il agglutine aussi des anciens de la guerre d'Indochine, des poujadistes et des « Algérie française », des anti-68, les Groupements universitaires de défense. À ces différents groupuscules s'ajoutent les catholiques intégristes. Ensemble de résidus, le Front national comme parti a une base étroite, reposant sur des segments de professions libérales, médecins, avocats, commerçants mais aussi de professeurs de droit. Composite sur le plan sociologique, hétéroclite sur le plan doctrinal (chrétiens et païens, pro-européens et nationalistes étroits), le Front national n'a

¹⁷ Tableau de l'extrême-droite de 1945 à 1984 in MOURIAUX (René). *Les crises du syndicalisme français*. Paris, Montchrestien, coll. Clefs, 1998, p.129.

¹⁸ La meilleure présentation de Louis de Bonald est due à Alexandre Koyré (KOYRÉ, Alexandre. « Louis de Bonald » in *Études de l'histoire de la pensée philosophique*. Paris, Gallimard, éd. Tel, 1971, pp. 127-145)

¹⁹ BEJIN (André). « Théories socio-politiques de la lutte pour la vie » in ORY (Pascal). *Nouvelle histoire des idées politiques*. Paris, Hachette, coll. Pluriel, 2^e éd. 1989, pp.406-419.

²⁰ Voir notamment Philippe Levillain et Zeev Sternhell.

²¹ WEBER (Eugen), *L'Action française*, Paris, Stock, 1962, 649p.

²² KAPLAN (Alice). *Intelligence avec l'ennemi. Le procès Brasillach*. Paris, Gallimard, coll. Folio, 2001, 471 p.

jamais réuni toutes les petites extrême-droites, portées à l'éclatement par la rivalité des chefs et le goût des scissions purificatrices²³.

b) La dédiabolisation

Marine Le Pen essaie de plonger le FN en marinade. Le terme désigne soit une saumure conservant un aliment, soit un liquide condimenté destiné à l'attendrir. La seconde présidente du Front se propose de sauver le parti et pour ce faire, de manière illusoire, de le rendre présentable. L'opération marche d'ailleurs bien. Les médias accueillent « Marine » et le nouveau cours qu'elle est censée imprimer est largement admis.

L'offensive de charme marinesque reçoit un accueil complaisant ou gêné. Nous l'illustrons par deux exemples. Tout d'abord, le 15 juin, à France 2, Guillaume Durand demande après diverses digressions, s'il est productif de questionner Marine Le Pen sur les dérapages de son père. Christine Ockrent est désignée comme la personne pertinente pour répondre à cette interrogation. Avec l'onction qui convient à la compétence qui lui est reconnue, la médiatique icône de la pensée libérale proclame : « *Non, attaquer Marine Le Pen sur les dérapages de son père est contre-productif. Il faut porter le fer contre son programme économique, à la fois flou et dangereux.* »

Dans l'éditorial du *Nouvel Observateur* du 30 juin 2011, « Le Pen = Le Pen », Laurent Joffrin commence par admettre que le FN n'est pas fasciste. Il emprunte le jeu démocratique - après le putsch de 1924, Adolf Hitler avait compris qu'il fallait emprunter la voie légale ! - mais Marine Le Pen demeure un danger pour la société française en raison de son hostilité envers les immigrés et de son plaidoyer pour le protectionnisme.

D'où provient la réussite de l'opération cosmétique menée par la fille du père ? Marine Le Pen a déclaré la Shoah crime atroce. Elle a distancié le FN de ses partenaires étrangers les plus encombrants²⁴. Elle a écarté des militants qui faisaient le salut hitlérien. Elle a éloigné les skinheads du service d'ordre²⁵.

Le FN est ripoliné sans rénovation profonde. Jean-Marie Le Pen, président d'honneur, demeure intouchable et conserve la haute main sur les finances du parti. L'ensemble de l'encadrement partisan reste en place²⁶. Les ambiguïtés doctrinales continuent à être entretenues, par nécessité pour conserver la bigarrure du parti, par culture puisque les refus l'emportent sur une rationalité cohérente.

Par fidélité aussi au machiavélisme fasciste qui prône le mensonge comme moyen de propagande ? Nous touchons là au cœur du problème. Le FN n'est pas officiellement fasciste mais il comprend en son sein d'incontestables fascistes. Son tournant islamophobe ne signifie nullement l'abandon d'un racisme qui s'avère structurant.

²³ SIRINELLI (Jean-François). *Intellectuels et passions françaises*, Paris, Gallimard, coll. Folio, 1996, pp 230-251.

²⁴ PEILLON (Antoine). *Céline. Un antisémite exceptionnel. Une histoire française*. Lormont, Le bord de l'eau, 2011, 71p.

²⁵ *Le Monde*, 10 juin 2011.

²⁶ FOUREST (Caroline), VENNER (Fiammenta). *Marine Le Pen*, Paris, Grasset, 2011, 430 p, Extraits in *Le Monde Magazine*, 28 mai 2011.

Dans la lettre adressée aux militants pour expliquer la mobilisation de la CGT contre le noyautage du FN, Bernard Thibault qualifie le parti frontiste comme « un parti pas comme les autres »²⁷. Le point est délicat mais capital.

Aucune outrance polémique n'inspire le constat que le FN diffuse une culture du Chef fort inquiétante. Avec l'autorité, l'ordre, relèvent de la mentalité basique du frontiste, travail, famille, patrie.

En raison de l'idiosyncrasie de plusieurs de ses militants, de ses pentes idéologiques, l'ambiguïté du FN mérite d'être interrogée. Pourquoi la droite libérale hésite-t-elle en 2011 à le faire ?

Questionner la nature du FN revient à s'interroger sur les raisons de son audience, sur la droitisation du libéralisme dans la crise, porté à adopter les thèses de Hayek sur les dangers de la démocratie et la nécessité d'imposer la régression économique aux peuples et de museler les aspirations à une autre alternative économique et politique.

III La critique syndicale du FN.

Les syndicats se sont mobilisés, en 2011, contre le FN pour trois raisons. Devant des tentatives de noyautage, ils se devaient de mettre en garde les militants sur le danger d'une instrumentalisation frontiste. En second lieu, l'audience de Marine Le Pen réclame que les solutions illusoire à la crise que la Présidente frontiste mettait en avant soient critiquées pour éviter leur propagation. Enfin, le fondement même du discours frontiste appelait une critique pour les menaces qu'il fait peser sur la démocratie, le progrès social, l'avenir de la nation. Pour accomplir ce triple travail, l'intervention syndicale ne saurait se contenter de la dimension juridique de ce combat²⁸, de l'aspect moral de l'antiracisme mais et en fonction des responsabilités syndicales, d'examiner les grands enjeux de la lepénisation.

a) Comprendre, expliquer le FN dans ses relations avec la droite

Dénoncer le FN ne sert à rien. Il convient de mettre en lumière les raisons de sa relance et les vraies solutions qu'il n'apporte pas. Autrement dit, traiter de la crise, des faux remèdes sarkozystes et de l'apparente contestation frontiste.

Comme ministre de l'économie puis comme celui de l'intérieur, le maire de Neuilly a été associé à la gestion chiraquienne. Il n'empêche qu'il remporte la présidentielle de 2007 sur le thème de la rupture. Il promet le retour à l'emploi par la libéralisation de l'économie, la croissance du pouvoir d'achat par les heures supplémentaires défiscalisées, et le rétablissement de la sécurité par l'intensification de la répression²⁹.

La politique sécuritaire a fait long feu en dépit de la multiplication des lois. L'abandon de l'ilotage au profit du tout répressif à échoué. À partir de 2009, la délinquance grandit et les actions illégales s'accroissent. Un rapport de la Cour des Comptes constate cet état de fait censé grever la politique sarkozyste³⁰. Que les statistiques utilisées par la haute instance administrative puissent et dussent être critiquées pour leur caractère sommaire ne signifie nullement que la tendance qu'elles manifestent soit discutable. La dégradation des conditions

²⁷ Marine Le Pen est entourée d'anciens mégrétistes entrés dans le giron du FN.

²⁸ « La CGT n'est pas FN compatible ». *L'Humanité*, 10.3.2011.

²⁹ VIARD (Jean). dir. *Le Président a promis ...une France qui change*. Paris, Seuil-Radio-France, 2007, 239 p.

³⁰ Rapport dénoncé comme politique par Claude Guéant. TOUCHEREAU (Patricia). « Le mauvais bilan du policier Sarkozy ». *Libération*, 8 juillet 2011.

de vie provoquée par le trafic de la drogue et la multiplication des actes délictueux voire criminels, résulte de la croissance des inégalités, de l'abandon des politiques publiques, de la concurrence effrénée, du luxe étalé sans vergogne (de Betancourt à DSK), de l'arrogance présidentielle.

Ce premier sujet mériterait plus amples investigations. Ce qu'il importe de mettre en évidence concerne les rapports sarkozysme-FN. La rivalité électorale qui les oppose conduit le pouvoir à une surenchère sécuritaire et raciste (l'offensive anti-Roms de Grenoble) et les interventions parallèles pour tirer l'opinion vers la régression, la haine de l'autre, vers le refus de l'action collective et des solutions anticapitalistes à la crise économique et sociale.

Le FN et la droite gouvernementale fonctionnent donc en interaction. Dans sa phase Le Pen II, le FN copie les partis parlementaires en se polissant et en se prévalant d'un programme économique réaliste. Le président, ses conseillers, Henri Gaino, Claude Guéant, Brice Hortefeux, l'UMP et son courant Droite populaire apparu en 2010 braconnent sur les terres lepénistes. *Attraction réciproque.*

En second lieu, FN et droite parlementaire combattent parallèlement le marxisme, les socialistes, l'action syndicale. *Solidarité réactionnaire.* Enfin, les deux forces s'affrontent pour l'hégémonie. Le FN mène la charge contre le bilan sarkozyste, sur la sécurité comme nous l'avons vu, mais aussi ses échecs sur l'emploi et le pouvoir d'achat. La droite dénonce les attaques contre les institutions de la République et l'irresponsabilité des solutions frontistes. *Rivalité droitière.*

b) Se démarquer des critiques sarkoziennes du FN

Le syndicalisme de défense des salariés et de transformation sociale, dans sa stratégie propre de lutte contre la crise et les contre-réformes de la droite libérale ne critique pas le FN de la même manière que la droite au pouvoir.

Les émissions de Guillaume Durand, le 15 juin 2010 « *Face aux Français. Conversations inédites* » et de David Poujadas, le 23 du même mois, « *Des paroles et des actes* » ont ressassé les deux griefs principaux de la droite sarkozyste à l'endroit du FN, populisme et protectionnisme.

Lucides, les syndicalistes perçoivent le piège des deux mots. « Populisme », apparu en 1929 vise à établir une égalité entre l'extrême droite et l'extrême gauche (conçue de manière très large)³¹. Le terme le plus approprié pour qualifier l'action du FN est démagogie (1791), politique qui flatte et exploite les passions troubles.

Ce que la droite classique ne supporte pas dans le discours frontiste, c'est la mise en cause de l'establishment, du « système UMPS ». La critique syndicale indique, elle, la pente vers « l'État fort », le refus du combat anticapitaliste et pour tout dire, l'utilisation des défauts de la démocratie contemporaine pour proposer une voie autoritaire. Beaucoup de bruit, de fumée, des formules clinquantes - Marine Le Pen s'y est mise. Ainsi à l'automne 2010, elle a surnommé François Fillon « le repris de justesse » - un verbe haut pour des idées basses, la traque de boucs émissaires tentent de légitimer et d'introduire un ordre nouveau dont on ne sait pas jusqu'où il ira.

³¹ Il s'agit d'abord d'une école littéraire apparue en Russie et implantée en France dans les années 30 sous la houlette de Henry Poulaille. Dans les années 1970, le terme en sciences politiques vise à désigner un courant politique anti-élitiste, anti-parlementaire, remarquablement analysé par Annie COLLOVALD . DURAND (Pascal) dir. *Les nouveaux mots du pouvoir.* Bruxelles, Aden, 2007, pp.351-354.

Au « ne touchez pas à la démocratie délégataire », la droite classique ajoute « ne modifiez pas la libre concurrence ». Le FN est vilipendé pour son protectionnisme. L'économiste de la CGT, Nasser Mansouri-Guilani a mis en évidence avec une acuité autrement plus incisive, les faiblesses et les ambiguïtés des orientations frontistes³².

Avec des erreurs manifestes³³, de grandes imprécisions, du verbiage, le programme mariné de 2011 propose la sortie de l'euro, le contingentement des importations, la préférence nationale. Toutes mesures dangereuses, inefficaces, et pour la dernière, aussi cynique que stupide.

Sortir seul de l'euro aggraverait les difficultés de l'économie française au lieu de les réduire. La solution se trouve du côté de la conversion de l'euro en monnaie commune comme l'a proposé Jacques Sapir.

Le contingentement des importations, sans planification, sans politique industrielle, se retournerait contre l'économie française, à la fois par manque de produits nécessaires à l'activité intérieure mais aussi par des mesures de rétorsion prises par les autres pays.

La préférence nationale est un simulacre car elle esquivé la question des besoins en main-d'oeuvre et des apports des immigrés à la richesse nationale.

Les propositions du FN dédouanent le capitalisme de ses responsabilités en désignant des boucs émissaires et en proposant un capitalisme hexagonal libre d'exploiter dans son pré carré. Jean Richard Sulze, un des théoriciens de l'économie frontiste, explicite son projet : « liberté du commerce et de l'industrie à l'intérieur du pays, garantie par un État gendarme, qui lui-même sera plus protecteur vis-à-vis de l'extérieur »³⁴.

Le syndicalisme ne prône pas le protectionnisme, mais la protection sociale, la réorientation du secteur bancaire, le contrôle des flux financiers, le renforcement des normes internationales contre le dumping social, l'alter mondialisme distinct de la « démondialisation ».

c) Les trois dimensions de l'imposture frontiste

Pour résumer, le syndicalisme s'oppose au FN en raison de ses trois grands travers. Le parti lepéniste est antidémocratique. Il suffit sur ce point d'indiquer son hostilité à la représentation indépendante des salariés, et au premier chef à la CGT qu'elle poursuit devant la justice.

En second lieu, le FN est antisocial. Il est contre les 35 heures, il est favorable à l'allongement du temps d'activité. Il propose la fusion de l'impôt sur le revenu, la CSG, la CRDS et les cotisations sociales salariales. Le FN est aux antipodes de la revendication d'un meilleur partage des gains de productivité, d'une réduction de l'exploitation.

Enfin, le FN est un parti antinational parce qu'il divise les Français entre bons et mauvais, parce qu'il pousse le pays vers le passé. Le FN est hostile à l'IVG, source de liberté pour les femmes. Il refuse la binationalité, facteur d'ouverture.

Éclatantes, les tares du FN ne sont pas perçues par une fraction de l'électorat populaire³⁵. La déception suscitée par le sarkozysme, les insuffisances de la gauche ouvrent les vannes du

³² MANSOURI-GUILANI (Nasser). « Les vieilles recettes du FN pour relooker le capitalisme ». *L'Humanité*, 16 mai 2011.

³³ Le FN n'a pas critiqué le bouclier fiscal, ni l'aide à la casse pour le secteur automobile. Le discours FN véhicule aussi des erreurs sur les statistiques concernant les immigrés. Cf. POUCHARD (Alexandre). « Immigration : quand le Front national voit double ». *Libération*, 23 juin 2011.

³⁴ Interview à *Challenges*. Disponible sur le site du journal.

³⁵ Sondage IFOP/Paris-Match/Europe1. 20-21 avril 2011. 16% des ouvriers voteraient Marine Le Pen en 2012.

vote protestataire. Et le FN ne lésine pas dans la tartuferie. Il proclame son caractère social, populaire. Il va jusqu'à revendiquer l'héritage de la Résistance. Marine Le Pen ose vanter sa France libre³⁶.

Remarques finales

Le flou de la réflexion engendre la confusion idéologique et stratégique. Inversement, l'analyse rigoureuse des structures et des conjonctures favorise la maîtrise de son action. Le syndicalisme de défense et de proposition avance les yeux grands ouverts. Le combat contre la crise réclame la compréhension des visées libérales et des diversions illusives, dangereuses, de l'extrême-droite. Au moment du Front populaire et de la Résistance, la CGT se situe à la pointe de l'antifascisme, non de manière circonstancielle mais consubstantielle à son existence.

Le syndicalisme travaille à l'unité de la classe salariale et rejette les divisions racistes. Il oeuvre pour le progrès social et non pour la protection du capital hexagonal. Il vise à l'établissement de relations internationales fondées sur la coopération, à l'encontre du nationalisme porteur de conflits. Autant dire que ses options fondamentales comportent un versant anti-frontiste sans se réduire à lui. Pas de focalisation sur le FN, pas davantage d'impasse sur le fascisme, solution toujours menaçante aux crises du capitalisme³⁷.

Repères bibliographiques

COMPAGNON (Antoine). *Les anti-modernes. De Joseph de Maistre à Roland Barthes*. Paris, Gallimard, coll. Bibliothèque des idées, 2005, 467p.

GAUTIER (Jean-Paul). « Un spectre hante l'Europe : l'extrême-droite »
« Front national, le congrès de l'après-Le Pen ».
Contretemps n°9, 1er trimestre 2011 : 11-19 ; 21-29.

ISA. *Le Front national au travail*. Paris, Syllepse, 2003, 172 p.

KERSHAW (Ian). *Qu'est-ce que le fascisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*. Paris, Gallimard, coll. Folio histoire, 2^e ed., 1997, 534p.

MATHIEU (Lilian). « Les droites extrêmes » in CRETTEZ (Xavier), SOMMIER (Isabelle) dir. *La France rebelle*. Paris, éd. Michalon, 2002, pp.223-248.

Mauvais Temps, « Fascismes : 'Un siècle mis en abîme' », n° 6-7, mars 2000, 282p.

³⁶ *Le Monde*. 3 mai 2011.

³⁷ Achevée le 14 juillet 2011, la rédaction de ce travail est antérieure aux événements d'Oslo qui révèlent de manière éclatante l'ambiguïté du FN en marinade. L'attentat et la fusillade perpétrés le 22 juillet 2011 par un extrémiste antimarxiste et anti-multiculturalisme sont expliqués par Laurent Ozon, conseiller politique de Marine Le Pen, par le « contexte norvégien » où l'immigration « explose » le 26 juillet (*le Monde*. 27. VII. 2011), sans commentaires de la direction frontiste. Le même jour Jacques Coutela fait l'apologie de Anders Behring Brevik, l'auteur du carnage, le présentant comme un « résistant », une « icône », « le premier défenseur de l'Occident ». Le mouvement frontiste le suspend (*le Monde*. 28. VII. 2011). Jean-Marie Le Pen apporte sa touche au débat le 29 juillet par la mise en cause du gouvernement norvégien inattentif aux dangers de l'immigration (*Journal du Dimanche*. 31 juillet 2011). Marine Le Pen qui a condamné les massacres d'Oslo ne revient pas sur les déclarations de son père mais dénonce le 31 juillet la « récupération politique » des partis de gauche des événements du 22 juillet 2011 (*le Monde*. Le 2 août 2011). Pour conserver l'unité du parti, Marine Le Pen est contrainte de faire cohabiter le « néo-populisme » (Laurent Bouret) avec le Lepéno-populisme. Peut-être s'agit-il aussi de contrer la concurrence du Bloc identitaire.

PAXTON (Robert). *La France de Vichy*. Paris, Seuil, coll. Points, 1974, 380p.

STERNHELL (Zeev). *Les anti-Lumières. Une tradition du XVIIIe siècle à la guerre froide*. Paris, Gallimard, 2010, 944p.